



La plus grande

INÉGALITÉ

La favela de Parque Real jouxte le quartier aisé de Morumbi, à São Paulo, Brésil.

L'Amérique latine est la région où les inégalités sont les plus marquées, mais elle est en progrès

Nora Lustig

L'AMÉRIQUE latine est une terre de contrastes extraordinaires. On y trouve le deuxième homme le plus riche au monde et 5 % des milliardaires de la planète, mais aussi une misère profonde.

La mortalité infantile et la malnutrition dans les zones rurales et les bidonvilles et parmi les classes défavorisées des pays à revenu intermédiaire latino-américains sont très proches de celles des nations réputées les plus pauvres. Le taux de pauvreté des peuples autochtones et d'origine africaine est le double ou le triple, voire plus, de celui de la population blanche.

L'Amérique latine n'est pas la région ayant le plus grand nombre ou pourcentage de pauvres (c'est l'Asie du Sud qui détient ce record). Mais c'est là que la répartition du revenu est la plus inégale : les pauvres y reçoivent un pourcentage du revenu national global moins élevé que partout ailleurs. Les taux de pauvreté en Amérique

latine sont donc systématiquement supérieurs à ce que l'on attendrait en comparaison d'autres pays ayant un revenu moyen similaire.

Le coefficient de Gini est un indice d'inégalité couramment utilisé. Si la totalité du revenu était perçue par un seul individu, le coefficient de Gini serait égal à 1. Si chacun avait le même revenu, il serait égal à zéro. Plus le coefficient est élevé, plus les inégalités sont marquées. À ce compte, en Amérique latine, le degré d'inégalité est 30 % supérieur à la moyenne mondiale (graphique 1).

Baisse tendancielle

Néanmoins, alors que l'inégalité s'accroît un peu partout dans le monde, elle a diminué dans presque tous les pays d'Amérique latine depuis 2000 (graphique 2). Elle a chuté dans les pays à forte croissance (Chili et Colombie), mais aussi au Brésil et au Mexique, qui ont une

croissance plus modérée. Elle est en recul là où gouverne la gauche (Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, El Salvador, Équateur, Nicaragua, Paraguay, Uruguay et Venezuela) et là où le centre ou centre-droite est au pouvoir (Mexique et Pérou). Elle a baissé chez les exportateurs et les importateurs de matières premières, dans le pays où le salaire minimum est en hausse et dans ceux où il stagne.

Le recul des inégalités a pour conséquence importante une baisse plus rapide de la pauvreté. Si la répartition du revenu ne change pas, la baisse de la pauvreté est fonction de la croissance du revenu par habitant. La réduction des inégalités renforce l'impact de la croissance sur la pauvreté. Dans les années 2000, le pourcentage de la population extrêmement pauvre en Amérique latine a chuté de plus de 50 % — de 25 % à environ 12 % (graphique 3). Cette chute de la pauvreté est attribuable pour 60 % à la croissance économique et pour 40 % à la baisse des inégalités. Le déclin de l'inégalité en Amérique latine est dû à deux grands facteurs : la répartition plus équitable des revenus et les transferts publics.

La répartition plus équitable des revenus du travail entre salariés et travailleurs indépendants est le facteur principal, qui explique 60 % de la baisse de l'inégalité. Cela tient au fait que les salaires des travailleurs très peu qualifiés ont augmenté plus vite que ceux des travailleurs plus instruits, notamment les diplômés de l'éducation supérieure. En fait, les salaires de ces derniers ont stagné et parfois même diminué au Brésil et au Mexique. Dans l'ensemble de la région, la diminution de l'écart entre les travailleurs qualifiés et peu qualifiés s'explique par une tendance générale à l'augmentation du pourcentage de travailleurs diplômés de l'enseignement secondaire ou supérieur (graphique 4).

L'élargissement de l'accès à l'éducation, surtout au cours des années 90, a donné le résultat espéré : le rétrécissement de l'écart entre les salaires des travailleurs qualifiés et peu qualifiés. Le nombre de travailleurs diplômés du secondaire ou du supérieur a augmenté plus vite que celui des emplois hautement qualifiés. Parallèlement, la demande de travailleurs peu qualifiés s'est accrue dans les pays connaissant un essor des produits de base agricoles, et les salaires peu qualifiés ont aussi augmenté du fait de la hausse du salaire minimum, par exemple en Argentine et au Brésil.

Les transferts publics ont été le deuxième grand facteur qui explique en moyenne 20 % de la diminution des inégalités. Le montant de ces transferts a augmenté, et ils ont été mieux ciblés au profit des plus démunis. Presque tous les pays de la région ont un système phare de transferts monétaires conditionnés à la scolarisation des enfants, qui doivent aussi passer des visites médicales périodiques.

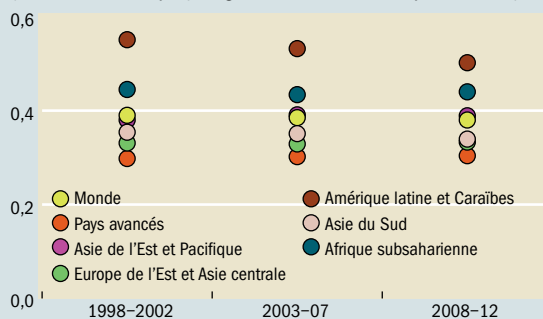
Face à la diminution de leurs ressources après la crise de la dette des années 80, beaucoup de gouvernements d'Amérique latine ont remplacé les coûteuses subventions universelles par des programmes ciblés en faveur des pauvres. Depuis leur institution au Brésil et au Mexique dans la deuxième moitié des années 90, les transferts monétaires conditionnels ont été une des plus importantes innovations de la politique sociale en faveur des plus démunis. De nos jours, environ 27 millions de ménages latino-américains — pauvres pour la plupart

Graphique 1

Sorts convergents

L'Amérique latine est la région où les inégalités de revenu sont les plus marquées au monde, mais aussi une des deux seules (avec l'Asie du Sud) où l'inégalité est en baisse.

(coefficient de Gini moyen par région et niveau de revenu, moyennes sur cinq ans)



Sources : calculs des auteurs basés sur OCDE, Base de données sur la distribution des revenus : Gini, pauvreté, revenus, méthodes et concepts; Banque mondiale PovcalNet : outil en ligne d'analyse de la pauvreté; CEDLAS et Banque mondiale, base de données socioéconomiques pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

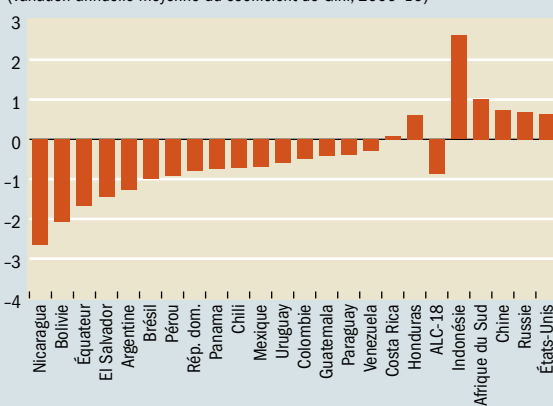
Note : Les moyennes régionales sont les moyennes des inégalités au sein des pays pour lesquels les données étaient disponibles; la couverture des données varie donc considérablement d'une région à l'autre.

Graphique 2

Tendance forte

La plupart des pays d'Amérique latine ont vu les inégalités diminuer, à la différence de beaucoup de pays du reste du monde.

(variation annuelle moyenne du coefficient de Gini, 2000-10)



Source : Lustig, Lopez-Calva et Ortiz-Juarez (à paraître).

Note : Le groupe ALC-18 inclut l'ensemble des pays d'Amérique latine indiqués sur l'axe horizontal.

— bénéficient de ces transferts monétaires conditionnels. Ces prestations ont permis de rehausser le niveau de vie des pauvres et contribué à améliorer la santé, l'éducation et la nutrition des enfants vivant dans la pauvreté, d'où la promesse de meilleures conditions d'emploi à l'avenir.

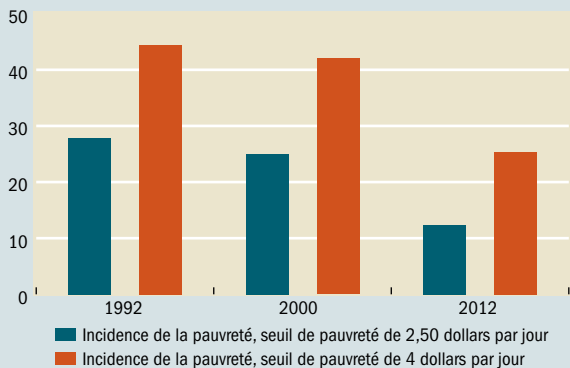
Depuis peu, certains systèmes de transferts monétaires intègrent d'autres éléments : assistance technique, crédit et transferts d'actifs modérés en faveur des petits producteurs agricoles et des microentrepreneurs, dans le but d'accroître la productivité et la production, en particulier dans les zones rurales. Beaucoup de pays d'Amérique latine ont aussi mis en

Graphique 3

Lutte intensifiée

La diminution de l'inégalité en Amérique latine a eu pour conséquence notable d'accélérer la lutte contre la pauvreté.

(nombre de personnes au revenu inférieur au seuil de pauvreté en pourcentage de la population totale)

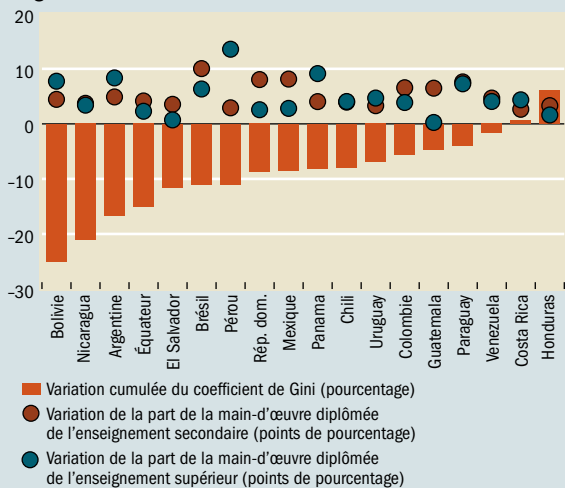


Source : Lustig, Lopez-Calva et Ortiz-Juarez (à paraître).

Graphique 4

Apprendre à être égal

Le niveau d'inégalité diminue lorsque le niveau d'éducation augmente.



Source : Lustig, Lopez-Calva et Ortiz-Juarez (à paraître).

Note : La variation moyenne du coefficient de Gini pour chaque pays est le pourcentage de variation entre la dernière année et les années initiales. La variation du niveau d'éducation est la variation absolue entre le pourcentage de la dernière année et ceux des années initiales. Par enseignement secondaire, on entend une scolarité de 9-13 années. Par enseignement supérieur, on entend une scolarité de plus de 13 années. Les données se rapportent à la période 2000-12, ou à la période la plus proche pour chaque pays.

place des systèmes de retraites non contributives pour assurer un minimum-retraite aux personnes âgées non protégées par le système officiel de sécurité sociale.

Perspectives

Il est difficile de prédire l'évolution des inégalités de revenu. Comme les pays d'Amérique latine doivent s'attendre à une croissance ralentie et à des budgets plus restreints, il est possible que l'inégalité cesse de diminuer pour deux raisons. Le

ralentissement de la croissance, notamment des exportations agricoles, se traduira par une baisse de la demande de travailleurs peu qualifiés. Leurs salaires cesseront donc d'augmenter et pourraient même baisser.

Moins de croissance, c'est aussi moins de rentrées fiscales. Pour empêcher la dérive de leurs comptes budgétaires, les gouvernements devront accroître les impôts ou baisser les dépenses, ou les deux. Dans ces conditions, le salaire minimum et les transferts ne continueront pas à augmenter. De fait,

L'évolution de l'inégalité dépendra de la durée de la phase de ralentissement de la croissance.

certains pays pourraient être contraints de les réduire (c'est déjà parfois le cas, au Guatemala par exemple). Dans les pays à forte inflation, les transferts pourraient simplement être érodés par la hausse des prix.

Toutes choses égales par ailleurs, la diminution de la demande de travailleurs peu qualifiés et la stagnation ou la baisse du salaire minimum et des transferts publics creuseront les inégalités. Par contre, si le fléchissement de la croissance réduit la demande de travailleurs qualifiés plus vite que celle de travailleurs peu qualifiés, l'écart de salaires entre les deux groupes continuerait à se rétrécir, et la baisse de l'inégalité pourrait se poursuivre. L'économie nord-américaine étant en phase de reprise, l'accroissement des envois de fonds des Latino-Américains vivant et travaillant aux États-Unis pourrait aussi avoir un effet stabilisateur.

Au bout du compte, l'évolution de l'inégalité dépendra de la durée de la phase de ralentissement de la croissance et des forces — vers l'égalité ou l'inégalité — qui l'emporteront.

En dépit de la baisse des inégalités de revenu des ménages, la répartition du revenu en Amérique latine demeure étonnamment inéquitable. D'après certains calculs, le nombre de milliardaires en Amérique latine en 2014 a augmenté plus que partout ailleurs. Les décideurs doivent trouver le moyen de préserver le mouvement de baisse des inégalités, même face à l'austérité. L'amélioration du sort des pauvres devrait demeurer une priorité même en période de difficultés budgétaires. C'est la marche à suivre. ■

Nora Lustig est titulaire de la chaire de Samuel Z. Stone d'Économie de l'Amérique latine, Directrice du Commitment to Equity Institute à Tulane University et membre associée non résidente du Center for Global Development and the Inter-American Dialogue.

Bibliographie :

Lustig, Nora, Luis F. Lopez-Calva, and Eduardo Ortiz-Juarez, à paraître, «Deconstructing the Decline in Inequality in Latin America», dans Proceedings of IEA Roundtable on Shared Prosperity and Growth, sous la direction de Kaushik Basu et Joseph Stiglitz (New York : Palgrave MacMillan).